

Installations classées pour la Protection de l'Environnement

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 9432/2025/113

Prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n°9432/2014/021 du 19 janvier 2015
Actualisant les prescriptions pour encadrer la modification des installations
Société portuaire du Port de Bayonne
sur la commune de Bayonne

**Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

VU le Code de l'environnement, son titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles L 512-1 et L 512-2 ;

VU la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement et notamment son annexe III ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 05 juillet 2024 portant nomination de M. Samuel GESRET Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

VU le décret du 06 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie GIRIER Préfet des Pyrénées-Atlantiques ;

VU l'arrêté préfectoral n° 64-2025-06-26-00002 du 26 juin 2025 donnant délégation de signature à M. Samuel GESRET Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

VU l'arrêté préfectoral n° 9432/2014/021 en date du 19 juin 2015 autorisant la Société portuaire Port de Bayonne à exploiter une plate-forme de stockage de bois, charbon, tourbe et ferrailles sur le territoire de la commune de Bayonne ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 9432/2024/006 en date du 22 mars 2024 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 9432/2014/021 en date du 19 juin 2015, portant sur le stockage de broyat de caoutchouc, rubrique 2663-2b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : *Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 ;*

VU la demande d'examen au cas par cas présentée par la société Société portuaire Port de Bayonne, reçue le 15 octobre 2025, relative à des modifications d'exploitation sur le site de la zone de Saint-Bernard à Bayonne ;

VU la décision relative à la demande de cas par cas de la société Société portuaire Port de Bayonne, rendue le 22 octobre 2025, concernant des modifications d'exploitation de leurs installations sur la commune de Bayonne ;

VU l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique n°2714-1 (Installation de transit, regroupement de tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719) ;

VU la note d'interprétation DPPR/SEI/ GV-238 du 17/12/03 relative au classement des installations classées relevant des rubriques 2660 – 2661 – 2662 - 2663 de la nomenclature précise que la rubrique 2663 « *s'applique aux produits finis ou semi-finis à base de matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques.* » ;

VU la note d'explication BPGD-22-041 du 27 avril 2022 de la nomenclature des ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets ;

VU la demande du 15 octobre 2025, par laquelle la Société portuaire du Port de Bayonne, dont le siège social est situé sur la commune de Bayonne (64 100), sollicite la modification de ses installations située dans la zone dite « Quai Saint-Bernard » sur la commune de Bayonne afin d'autoriser une activité de transit de pneumatiques usagés soumise à enregistrement ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 06 novembre 2025 ;

VU l'avis du demandeur en date du 05 novembre 2025 sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

CONSIDÉRANT que les modifications demandées par Société portuaire du port de Bayonne ne constituent pas un changement substantiel des éléments du dossier de demande d'autorisation ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients des installations pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques :

ARRÊTE

Article premier : Modification des prescriptions de l'arrêté n° 9432/2014/021 en date du 19 juin 2015

1.1.

L'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral n° 9432/2014/021 en date du 19 juin 2015 susvisé est remplacé par :

« Article 1.4.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Installation ou activité classée	Capacité de l'installation	Régime*
4801.1	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 500 t	Charbon lavé = 29 400 tonnes	A
1532-2	Bois ou matériaux combustibles analogues [...] 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur à 20 000 m ³	Bois, tourbe... Quantité maximale stockée : 49 000 m ³	E
2713-1	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, [...] La surface étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ²	Ferrailles Surface totale de la zone de stockage : 33 000 m ²	E
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	Volume de stockage de broyat de PUNR** : 5 000 tonnes soit environ 9 000 m ³	E
2663-2b	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur ou égal à 1 000 m ³ mais inférieur à 10 000 m ³	Volume de stockage de broyat de caoutchouc : 5 000 tonnes, soit environ 9 000 m ³ (V < 10 000 m ³)	D
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	Volume de stockage de broyat de PUNR** : 5 000 tonnes soit environ 10 000 m ³	E

* A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE)** ou NC (Non Classé) »

**PNUR : pneu usagé non réutilisable.

1.2.

L'article 7.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 9432/2014/021 en date du 19 juin 2015 susvisé est remplacé par :

« Article 7.2.1. Modalités de stockage – Organisation des îlots

En configuration maximale, 8 îlots de stockage sont délimités et matérialisés sur la plate-forme. Ils sont séparés par une distance minimale de 10 mètres.

La hauteur des stockages de bois, de charbon, de ferrailles, de tourbe et de broyat de caoutchouc est limitée à 5 mètres.

Chaque îlot est divisé en modules de stockage séparés par des allées d'une largeur minimale de 5 mètres. L'îlot de stockage de caoutchouc visé à la rubrique 2663 et de broyat de caoutchouc visé à la rubrique 2714 est limité à 2 000 m². Il est positionné à une distance minimale de 15 mètres des limites de l'installation classée. »

Article 2 : Prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 9432/2024/006 en date du 22 mars 2024 susvisé sont abrogés.

Les autres prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 9432/2014/021 en date du 19 juin 2015 demeurent inchangées.

Article 3 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Bayonne et pourra y être consultée ;
- 2° Un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie de Bayonne pendant une durée minimum d'un mois ; le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Bayonne ;
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Pyrénées-Atlantiques.

Article 4 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Pau :

- 1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente autorisation peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Article 5 : Exécution - ampliation

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, le sous-préfet de Bayonne, monsieur le maire de Bayonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, les inspecteurs des installations classées placés sous son autorité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté à la société portuaire du Port de Bayonne.

Pau le **13 NOV. 2025**

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général,

Samuel GESRET